



Le 16 juin tous et toutes mobilisés pour défendre et renforcer le Service public de l'emploi

Le 16 juin tous et toutes mobilisés pour défendre et renforcer tous les services publics.

Le 16 juin tous et toutes mobilisés pour la santé et en soutien à l'ensemble des personnels de ce secteur.

Le Coronavirus a jeté une lumière crue sur les conditions d'exercice des personnels soignants. Ce qu'ils expriment à travers grèves et manifestations contre les politiques qui leurs sont assénées depuis trop longtemps est enfin apparue à la vue de tous.

L'engorgement des services de réanimation, le manque de lits, la nécessité de transférer des patients à l'autre bout du pays, la fermeture des services jugés non urgents, la surmortalité enregistrée dans les maisons de retraite, l'absence de masques et de sur-blouses, les internes réquisitionnés pour un salaire de misère, leur ont malheureusement donné raison.

Ils appellent à la grève ce 16 juin ! Ils ont raison !

Car qui est responsable ?

Ce sont toutes les politiques, et ceux qui les mènent, de casse de l'hôpital et plus largement celles de casse de la santé, de la sécurité sociale comme de toute la protection sociale collective. Elles se révèlent à la lumière de cette crise sanitaire majeure, jetant les plus fragiles dans la maladie, sans secours (combien de morts dans les EPHAD ?! Combien parmi les SDF ?!).

Ce sont toutes ces politiques, de sacrifice du service public sur l'autel des logiques d'austérité et de libéralisme économique que nous dénonçons depuis des années.

La crise sanitaire se double d'une crise économique ; ce sont des milliers, voire des centaines de milliers de citoyens qui pâtissent de cette crise, dès maintenant, ou dans les jours qui viennent, dépourvus en plus des services publics qui leur auraient été utiles, parce que les gouvernants successifs ont sapé protection sociale (réforme indemnisation chômage...) et

service public (RGPP, MAP, CAP 2022...). Pôle emploi n'y échappe pas, et une fois de plus les premiers de corvées seront les plus touchés.

D'ores et déjà, DG et tutelle anticipent en redéployant les effectifs parce qu'elles savent qu'elles devront faire face à une augmentation massive des licenciements et qu'il leur faudra des « ressources » GDD qu'elles ont largement dépecées avec l'accord GPEC de 2016. Donc retour des bi-compétents, retour des ex-GDD à leur ancien « poste » !

Mais pas de plan d'embauches prévu ! Les CDE vont se retrouver en premières ligne pour « assumer » et les inscriptions massives et les conséquences désastreuses des nouvelles règles d'indemnisation ! Le gouvernement doit abroger sa réforme de l'Assurance Chômage mise en œuvre le 1^{ER} novembre dernier (et son second volet applicable le 1^{er} Septembre prochain). Le gouvernement doit renforcer au plus vite Pôle emploi en recrutant dès maintenant le personnel titulaire nécessaire pour nous permettre d'exercer toutes nos missions.

Des milliards d'€ ont été donnés aux entreprises pour absorber le choc économique.

Des milliards d'€ doivent être débloqués dès maintenant pour amortir le choc social.

- en investissant dans les effectifs des services publics
- en investissant dans la revalorisation générale des salaires et des couvertures sociales
- en investissant dans l'amélioration des conditions de travail de tous les agents et salariés

Exigeons aussi la levée de l'état d'urgence sanitaire qui permet au gouvernement de prendre, sans contrôle ni limites, ordonnances et décrets restreignant nos droits individuels et collectifs.

Le 16 JUIN

TOUTES ET TOUS EN GREVE !

MANIFESTONS !

